COMITÉ
LIQUIDANT
OU
DÉTOURNANT
LES
ORDINATEURS
1980-1983, FRANCE

COMITÉ LIQUIDANT OU DÉTOURNANT LES ORDINATEURS

1980-1983, FRANCE

Mossy Oak Distro

Textes assemblés à Montréal en 2025.
Composé avec les typos Acumin et Vandertak.
mossyoak.noblogs.org

27 avril 1979
La société américaine Sperry Univac est attaqué à l'explosif à Toulouse. L'attentat n'est pas revendiqué;

14 août 1979
Les installations de traitement de données de banque de Rothschild à Paris sont incendiées. L'attentat n'est pas revendiqué;

8 avril 1980
Incendie de l'entreprise CII-Honeywell-Bull et Philips à Toulouse;

19 mai 1980
Incendie des archives d'International Computers Limited à Toulouse;

Fin juin 1980
Des bureaux sont saccagés à l'Université des Sciences de Toulouse. Ces bureaux devaient accueillir le Symposium international sur l'informatique et la cybernétique;

9 août 1980
Découverte et désamorçage d'une bombe de 5 kg chez CII-Honeywell-Bull à Louveciennes;

9 septembre 1980
Incendie des bureaux de la société d'informatique Cap-Sogeti à Toulouse;

Le Matin 21/05/80

Toulouse : le CLODO a encore frappé

Encore le feu. Après la Philips Data System, après Honeywell Bull, c'est le central de l'International Computer Limited, une multinationale britannique, qui a brûlé la nuit dernière à Toulouse. Les dégâts causés sur le matériel s'élèveraient à près d'un million de francs.

Cette dernière action d'une longue croisade a été revendiquée par le désormais célèbre CLODO (Comité liquidant ou détournant les ordinateurs).

CETTE fois, ironie de la situation, les « bourreaux » de l'informatique ont allumé l'un de leurs plus importants brasiers en face de la caserne des pompiers. Mais cette proximité n'a pas pour autant diminué les dégâts du bûcher. Dans les couloirs de l'ICL, on parlait d'un million de francs de dégâts. Les visiteurs du soir sont cette fois rentrés par le plafond, en descellant deux puits de jour. Ils ont consciencieusement fouillé les bureaux, les armoires et les dossiers. Et puis, selon leur vieille méthode, qui a aujourd'hui fait ses preuves, ils ont mis le feu au local. Il était 5 heures du matin. Avant de repartir, ils ont « bombé » un message sur les murs : *« Non à Big Brother en Irlande. »* Il y avait aussi une carte de France barrée du sigle CLODO.

A l'International Computer Limited, on se borne à déclarer que la société n'effectuait aucun programme mais que cette agence était spécialisée dans la maintenance et le service après-vente de gros appareils.

Jean-Paul Dubois

Nouvel attentat du CLODO

COLOMIERS

Le centre informatique soufflé par 15 kilos de dynamite. 3 milliards de centimes de dégâts.

Le Centre Informatique : un bâtiment bien tranquille.

3 milliards de centimes de dégâts.

Dès cette nuit Yves Nancillon secrétaire général de la Préfecture, Jean-Claude Bacher, directeur du cabinet et le commissaire Laurent, patron des polices urbaines se sont rendus sur les lieux. (Photo Olivier Combes).

Revoilà donc le CLODO qui avait déjà revendiqué plusieurs attentats sur Toulouse. Philips Data Systems, Honeywell Bull, et d'autres avaient déjà fait les frais du Comité Liquidant Ou Détournant Les Ordinateurs. Depuis le sigle n'avait pas réapparu. C'est une revendication à l'agence France Presse qui l'a vu ressurgir

Il est 4 h 30 la nuit dernière lorsqu'une forte explosion réveille les Columérins, c'est le Centre Informatique qui vient de sauter. L'attentat aurait pu tuer. En effet, le gardien du centre habite un petit pavillon à une quinzaine de mètres du lieu de l'explosion. Inutile de dire que chez lui toutes les vitres ont volé en éclats. Son épouse a été commotionné par bonheur les enfants qui dormaient n'ont même pas été blessés par les éclats de verre.

Très rapidement les pompiers et les services de police se rendent sur place pour constater les dégâts.

Des premiers éléments de l'enquête, il ressort que ce sont trois charges d'explosif reliées par un cordon qui ont été déposées autour du bâtiment. Malgré une caméra à la porte d'entrée le Centre Informatique ne fait pas l'objet d'une protection particulière et il n'a pas été difficile au commando d'escalader le grillage qui l'entoure.

Le S.R.P.J. saisi de l'enquête et l'identité judiciaire ont recueilli sur place des éléments intéressants qui permettent de rapprocher ce premier attentat de l'année de celui dont avait fait l'objet la station régionale FR3 et du Parti socialiste toulousain. Il s'agirait d'explosifs de même nature que ceux utilisés lors des précédents attentats. Après les constatations d'usage, le Préfet de région Jacques Corbon et le Président du Conseil général Léon Eeckhoutte, se sont rendus sur les lieux pour constater l'étendue des dégâts. Le président du Conseil général devait alors faire une première estimation qui se chiffrait à 30 millions de francs. C'est maintenant aux enquêteurs de rechercher les coupables de ce premier attentat de l'année. Toulouse l'an dernier en avait compté au total une vingtaine et huit seulement avaient été revendiqués.

Le Centre Informatique de Colomiers.

Le Centre Informatique ne réalise uniquement que des opérations au service de l'administration du département, des communes et des départements voisins et n'a aucune activité de travail de fichiers personnels.

L'indignation de F.O.

« Le personnel Force Ouvrière du Syndicat départemental de l'Informatique représentant plus de 90 % de l'ensemble des fonctionnaires de ce service, ainsi que le personnel de Préfecture syndiqué Force Ouvrière, s'élèvent avec indignation contre le lâche attentat perpétré dans la nuit du 27 au 28 janvier qui a endommagé gravement le Centre Informatique qui constitue d'une part le « poumon » du département, et d'autre part, leur principal outil de travail.

Il dénonce les procédés des extrémistes de tous bords dont la lâcheté n'a d'égale que la couardise.

Il demande aux autorités de prendre des mesures urgentes et sévères à l'égard de ces extrémistes afin de mettre un terme aux agissements de ces groupes qui vont à l'encontre des intérêts de l'ensemble des travailleurs du département ».

Conséquences

Léon Eeckhoutte président du Conseil général qui s'est rendu sur les lieux de l'attentat nous a précisé quelles seraient les répercussions pour le public. En ce qui concerne les travaux qui étaient en cours pour les listes électorales par exemple, pour la paye du personnel de la préfecture comme des communes et des départements voisins dont nous assurons le service cela est fait, il n'aura pas de difficultés. Un problème va se poser en ce qui concerne les cartes grises, nous allons sûrement avoir une interruption de confection et distribution de cartes grises que nous estimons maintenant à au moins une huitaine de jours.

Le CLODO fait brûler sa troisième bougie informatique

Mardi, vers 5h du matin la succursale Toulousaine de ICL (International Computers Limited) a connu à son tour le sabotage. Comme chez Philips et CII Honeywell Bull, les auteurs de l'attentat ont détruit du matériel informatique. Les dégats se monteraient à plusieurs dizaines de millions de centimes. Sur un mur? une signature : CLODO.

Toulouse (correspondance).

Et de trois... Après Philips et CII Honeywell Bull, c'est le tour de ICL. Ce sigle moins connu que les précédents, désigne le premier constructeur d'ordinateurs d'Europe, une entreprise Britannique qui met à la disposition de ses clients une gamme de machines, allant du calculateur de bureau a celui des services de météorologie de la RFA. Les locaux de la succursale Toulousaine se trouvent au rez-de-chaussée d'un immeuble d'une dizaine d'étages en bordure du Canal du Midi.

Ce matin les rideaux ont été tirés pour cacher aux passants l'étendue du sinistre... Si l'on excepte l'épaisse couche de poussière qui recouvre les meubles, les 5 bureaux n'ont pas trop souffert. L'incendie s'est déclaré en deux endroits. Dans les toilettes, où les dégats sont minimes, puisque seuls les panneaux d'affichage syndicaux de la pièce voisine ont été atteints par les flammes, et surtout, un local qui sert au stockage des pièces détachées. Là, tout a brulé. Les plâtres des plafonds et des murs sont tombés, une verrière a éclaté. Ça et la, au milieu des cornières métalliques tordues, apparaissent des restes de circuits imprimés, de dossiers à moitié brulés, des bandes magnétiques calcinées. Sur un tas de ferraille qui devait servir la veilie de bureau, une machine bouffie par la chaleur tend au visiteurs un clavier dont les touches fondues ne font plus qu' une... Comme chez Philips le mois dernier, on a entassé ici des matériaux divers avant d'y mettre le feu.

Dehors, le jardin intérieur de l'immeuble ou coule une fontaine est jonché de matériel de bureau et de cadavres de machines dont il est difficile de deviner la destination d'origine.

Les « visiteurs » sont entrés par une verrière qui se trouve au plafond du bureau directorial et qu'ils ont descellée. C'est également dans cette pièce qu'ils ont revendiqué leur sabotage par des inscriptions tracées au fusain sur les murs: *« Non au big brother en Irland »*, *« Non à l'informaflic »*. Et plus loin, *« clodo »*, lorsque les saboteurs de chez Philips avaient revendiqué leur action, on a retrouvé sur une carte de France accrochée au dessus s'une table de travail.

« L'ordinateur est l'outil préféré des dominants. Il sert à exploiter, à ficher, à contrôler, à réprimer. Demain, la télématique instaurera « 1984 », après demain, l'homme programmé, l'homme machine », affirmait le communiqué du 8 Avril. Même référence *« 1984 »* aujourd'hui: on s'élève contre la présence des Anglais en Irlande en comparant la puissance Britannique à celle du *« big brother »* du roman de George Orwell. *« Ce sont des gens qui sont contre l'informatique. Décidément, « 1984 » leur est resté en travers de la gorge. Bien sûr, nous travaillons pour une multi-nationale mais vous savez j'aimerais bien qu'on me donne la possibilité de travailler pour une entreprise française »*, explique un informaticien.

Vers 14h30, le directeur général d'ICL-France, M. Gazale, venu spécialement de Paris rompt le silence observé depuis le matin par ses collaborateurs pour donner le point de vue de la société et rassurer sa clientèle: *« Après les attentats survenus récemment dans la région, ICL avait pris toutes les mesures de sécurité relatives à la sauvegarde des fichiers, la maintenance du matériel pourra donc être assuré dans la région »*. Les fichiers, ce sont essentiellement des données propres au fonctionnement de l'entreprise et des programmes qui permettent aux *« ingénieurs système »* d'ICL d'assurer l'entretien et le dépannage du matériel des clients. L'entreprise ne fait pas sur place le traitement des données. Les disques et bandes ont été brûlés, mais selon le directeur aucun fichier n'a été volé.

Depuis les attentats des 6 et 9 avril chez *« Philips Data Systems »* et *« CII Honeywell Bull »*, les mesures de sauvegarde ont été renforcées dans les entreprises du secteur informatique. Des doubles des fichiers importants sont faits de façon systématique lorsque les travaux de programmation sont complexes, on fait également des copies intermédiaires. Mais toutes ces mesures jointes à une surveillance renforcée des cibles potentielles ne suffisent pas à mettre l'informatique à l'abri du sabotage. Dans le local des pièces détachées de ICL Toulouse, une salle d'une quinzaine de mètres carrés, étaient stockés des éléments complets de terminaux d'ordinateurs, nécessaires au dépannage rapide de la clientèle. L'incendie les a détruits. Pour les ingénieurs d'ICL Toulouse, le montant des dégats pourrait approcher le million de francs. Le rapport prix - volume des composants d'ordinateurs augmente avec la miniaturisation. Mais la Lloyd qui assure l'entreprise anglaise en a vu d'autres.

Michel LEPINAY

LIBERATION LE 21 MAI 1980

2 décembre 1980

Incendie des bureaux de l'Union des Assurances de Paris;

23 mars 1981

Des inconnus s'introduisent au siège toulousain de la Banque Populaire et détruisent un ordinateur IBM et son imprimante. L'attentat n'est pas revendiqué;

19 mai 1981

Un attentat à la bombe non revendiqué secoue les bureaux toulousains d'International Computers Limited;

28 janvier 1983

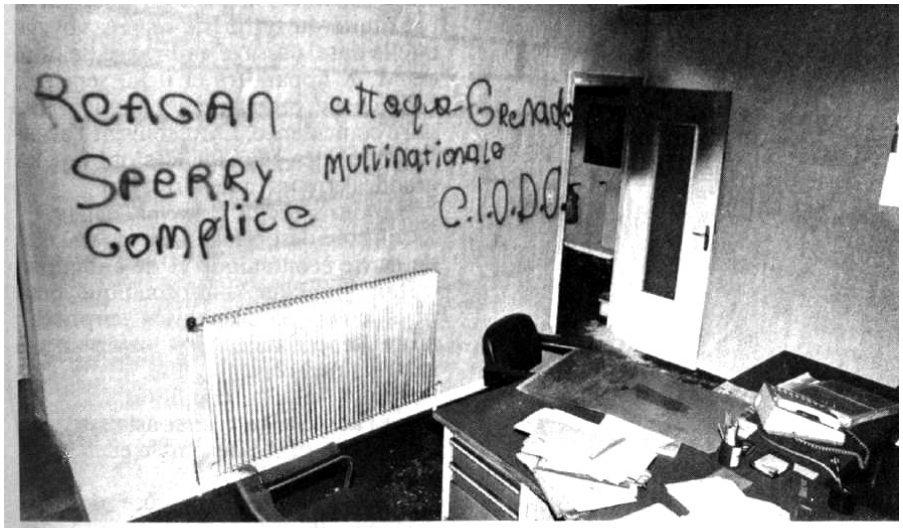
Attentat contre le centre de traitement des données de la préfecture de Haute-Garonne à Colomiers, dans la banlieue de Toulouse;

26 octobre 1983

Attentat contre les bureaux de Sperry Univac à Toulouse.;

26 décembre 1983

Attentat contre la société américaine National Cash à Toulouse.



Toulouse, octobre 1983 : l'attentat contre la société Sperry est revendiqué par le Clodo.

Les ordinateurs dans après le passage du « CLODO » (Ph. AFP)

même si, le mot paraît excessif face aux coups d'épingle que nous pratiquons. Et ce n'est pas un hasard si nous nous sommes attaqué principalement à des multinationales, d'ailleurs particulièrement nombreuses à ce niveau.

Quels sont vos projets d'avenir ?

La critique de l'informatisation que nous développons depuis plusieurs années s'étoffe peu à peu mais demeure en gros inchangée puisque l'outil sert toujours aux mêmes, et aux mêmes choses. Il n'y a donc aucune raison pour ne pas continuer dans le même sens. Avec plus d'imagination, même si le résultat est moins spectaculaire que nos actes passés, à notre rythme aussi. La rapidité de l'informatisation, l'irruption prochaine de la télématique, ouvrent un champ d'action et de révolte toujours plus vaste.
Nous tenterons d'y lutter mais en sachant que nos efforts sont parcellaires. Il y a de la place pour toutes les révoltes !

Prochaine interview par le juge d'instruction !

Quelles sont vos chances de mener à bien ces projets ? Ne craignez vous pas de vous faire prendre ?

Nos chances sont bonnes, merci . Les motivations existent, les idées aussi, et au royaume des aveugles, les borgnes sont rois ! Voilà plus de trois ans qu'une cour de sûreté de l'Etat (paix à ses cendres) et quelques dizaines de mercenaires du pouvoir nous recherchent : leurs moyens matériels, pourtant sophistiqués, sont bien inefficaces et notre dernière action contre le centre informatique de la préfecture de Haute Garonne a dû leur prouver que nous en savions plus sur eux qu'ils n'en savent sur nous ! Nous avons pourtant conscience des risques que nous encourons et de l'ampleur de l'arsenal auquel nous risquons de nous heurter. Puisse notre prochain intervieweur ne pas être un juge d'instruction !

L'ORDINATEUR POURRAIT SERVIR À AUTRE CHOSE

N'êtes-vous pas tout de même un peu rétro, un peu les casseurs de métier Jacquard du 19e siècle ?

Aux outils du pouvoir, les dominés ont toujours opposé le sabotage ou le détournement. Il n'y a là rien de rétro, ni de nouveau. Regardant le passé, nous ne voyons, à moins de remonter à certaines sociétés dites primitive, qu'esclavage et déshumanisation. Et si nous n'avons pas exactement le même"projet de société", nous savons que le retour en arrière est stupide. L'outil informatique est sans doute perverti par ses origine-mêmes, (l'abus du quantitatif ou la réduction au binaire en donnent les preuves), mais il pourrait servir à d'autres fins qu'il ne sert. Quand on sait que le secteur social le plus informatisé est l'armée, que 94 % du temps d'ordinateur civil sert à la gestion et la comptabilité, on ne se sent pas les casseurs de métier Jacquard, (bien que ces derniers aient lutté aussi contre la deshumanisation engendrée par ces métiers, lesquels les transformaient d'artisans en manoeuvres). Nous ne sommes pas non plus les défenseurs des chômeurs de l'informatisation... Si le micro-processeur engendre le chômage, alors qu'il pourrait réduire le temps de travail de tous, c'est que nous vivons dans une société abrutissante et ce n'est, en aucun cas, une raison pour détruire les micro-processeurs.

S'ATTAQUER AUX MULTINATIONALES

Comment situez-vous vos actions dans le contexte social français et même mondial ?

L'informatisation est mondiale. Dans le Tiers-Monde, elle contribue à renforcer la domination idéologique et économique de l'Occident et spécialement des Etats-Unis et à un moindre degré, celle des pouvoirs locaux. Nous estimons donc que notre lutte est mondiale

CQFD n°157 /septembre 2017

LA BALADE INCENDIAIRE DU CLODO

Le Comité pour la liquidation ou la destruction des ordinateurs (CLODO) n'a sévi que quelques années dans la région toulousaine. Mais il a marqué d'une pierre blanche les luttes anti-technologiques des années 1980. Retour sur un épisode oublié.

Au début des années 1980, la région toulousaine est en effervescence, théâtre de luttes sociales diverses et radicales. Toulouse, cette ville que la junte de Franco décrivait dans les années 1960 et 1970 comme « capitale du terrorisme européen », est alors l'un des principaux foyers de la lutte anti-franquiste hors d'Espagne, servant notamment de repli stratégique aux guérilleros. Et ça ne date pas d'hier : suite à la défaite de 1939, près de 200 000 Espagnols ont transité par Toulouse lors de la Retirada, la fuite des anarchistes et autres républicains après la défaite. 20 000 d'entre eux s'y sont même installés. D'où la teinte rouge et noire imprégnant la Ville rose. « Un goût certain pour le sabotage [1] » s'y développe logiquement. Notamment chez la jeune génération, qui se nourrit des histoires des vieux anarchistes espagnols. Toulouse est également l'un des lieux de naissance du Mouvement ibérique de libération (MIL), puis des Groupes d'action révolutionnaire internationalistes (GARI), ainsi que de nombreux autres groupes anarchistes et autonomes.

« Outil préféré des dominants »

Au tournant des années 1980, ce goût pour le sabotage s'oriente vers la centrale nucléaire de Golfech, près de Toulouse, ainsi que contre les entreprises participant à sa construction. Une lutte symptomatique : la France est alors en pleine transition énergétique, avec développement de son programme nucléaire et lancement de la première centrale début 1978, Fessenheim [2]. Quant au Parti socialiste, il se fait le fervent promoteur de l'énergie nucléaire (après que Mitterrand a été élu en partie grâce à ses promesses antinucléaires).

Dans le même temps, l'informatique et l'électronique se développent à vitesse grand V, hors du cadre militaire, gagnant du terrain dans toute la société. Comme la mécanisation et l'organisation scientifique du travail avant elle, l'informatisation modifie profondément les structures de production, de contrôle et de rapport au monde. Elle reconditionne également la course à l'armement, influant sur le déroulement même de la guerre, notamment comme outil de coordination des forces. Une évolution qui ne se fait pas sans opposition : en avril 1979, un sondage de La Croix révèle que 67% des Français s'en méfient et la perçoivent comme dangereuse. Principales craintes : les dérives en matière de surveillance et les menaces sur l'emploi.

Parmi les nombreux groupes autonomes actifs à l'époque dans la région, il en est un qui porte le doux nom de Clodo : Comité pour la liquidation ou la destruction des ordinateurs. Il fait une première fois parler de lui début avril 1980, quand les locaux des entreprises Philips puis CII-Honeybul [3] partent en fumée. Celles-ci sont visées, car elles participent au processus de construction de missiles dans le domaine de l'informatique et de l'électronique. Dans un communiqué adressé à Libération, le Clodo se présente ainsi : « Nous sommes des travailleurs de l'informatique, bien

PIÉGER LES SYSTÈMES À RETARDEMENT

Par leur coté spectaculaire et radical, ces destructions ne vous semblent-elles pas un peu outrées?

Ces actions ne constituent que la partie emergée de l'iceberg ! Nous-même et d'autres luttons quotidiennement mais de façon moins voyante. L'informatique, comme l'armée, la police ou la politique, bref, comme tout instrument privillégié du pouvoir, est l'un des quelques domaines où l'erreur est la règle, où la correction même des bogues occupe la majorité du temps des programmeurs ! Nous en profitons et celà coûte sans doute plus cher à nos employeurs que nos destructions matérielles. L'art en la matière consistant à piéger les systèmes à retardement, nous n'en dirons pas plus. Pour en revenir à votre question, peut-on imaginer plus banal que de jeter une allumette sur un paquet de bandes magnétiques ? Chacun peut s'y amuser ! Le geste ne paraît excessif qu'à ceux qui ignorent ou veulent ignorer à quoi servent pratiquement la majorité des systèmes informatiques.

Comment expliquez-vous que d'autres que vous n'aient pas fait de même ?

Sincèrement, nous l'expliquons mal ! Nous sommes bien placés pour savoir que la plupart des travailleurs de l'informatique font preuve d'une complicité réelle avec "leur outil de travail" et n'utilisent guère leur matière grise à réfléchir sur ce qu'ils font (ils ne veulent généralement même pas le savoir !). Quant aux non informaticiens, ils ne se sentent guère concernés ou subissent sans réagir à la propagande dominante. Pourtant, cela n'explique pas tout et il nous faut bien constater que ceux qui résistent aux soporifiques du pouvoir ont encore bien peur de la camisole policière !

finir avec quelque mythes volontairement entretenus à notre égard, il nous a paru que quelques explications devenaient nécessaires. Votre journal étant l'un des moins inconscients en la matière, même si nous nous interrogeons sur la possible publication de nos propos, vous voilà intervieweur.

DÉMASQUER LA VÉRITÉ DE L'INFORMATISATION

Pourquoi avoir entrepris ces actions ?

Pour interpeller chacun, informaticien ou non, pour que, nous tous, réfléchissions un peu plus au monde dans lequel nous vivons, à celui que nous créons, et de quelle façon l'informatisation transforme cette société. Il faut bien que la vérité de cette informatisation soit parfois démasquée, qu'il soit dit qu'un ordinateur n'est qu'un tas de feraille qui ne sert qu'à ce à quoi l'on veut qu'il serve, que dans notre monde il n'est qu'un outil de plus, particulièrement performant, au service des dominants. C'est essentiellement à la destination de l'outil que nous nous en prenons : mise en fiches, surveillance par badges et cartes, instrument de profit maximalisé pour les patrons et de paupérisation accélérée pour les rejetés… L'idéologie dominante a bien compris que l'ordinateur simple outil, la kalashnikov indolore, servait mal ses intérêts. Elle en a fait une entité para-humaine, (cf le discours sur l'intelligence artificielle), un démon ou un ange mais domesticable, (ce dont les jeux et bientôt la télématique devraient bientôt persuader), surtout pas le serviteur zélé du système dans lequel nous vivons. Ainsi, espère-t-on transformer les valeurs du système en système de valeurs. Par nos actions, nous avons voulu souligner d'une part, la vocation dominatrice qui lui est conférée. Enfin, s'il s'est agi avant tout de propagande par le fait, nous savons aussi que nos destructions provoquent un manque à gagner et un retard non négligeable.

placés par conséquent pour connaître les dangers actuels et futurs de l'informatique et de la télématique. L'ordinateur est l'outil préféré des dominants. Il sert à exploiter, à ficher, à contrôler, à réprimer. Demain la télématique instaurera 1984, après-demain l'homme programmé, l'homme machine. » Le groupe revendique quatre autres sabotages explosifs ou incendiaires en 1980, toujours contre des sociétés informatiques.

« Groupe de révoltés »

Le Clodo ne se définit pourtant pas comme un groupe de lutte armée. Hors de question pour ses membres de « [s'] enfermer dans un ghetto des programmes et des plateformes organisationnelles». Il s'agit simplement d'un « groupe de révoltés comme il en existe des centaines », qui souhaite « interpeller chacun, informaticien ou non, pour que nous tous réfléchissions un peu plus au monde dans lequel nous vivons, à celui que nous créons, et de quelle façon l'informatique transforme cette société [4] ». Les actions incendiaires ne sont que la partie visible d'un travail de lutte au quotidien. À Toulouse, les années 1980-1981 sont d'ailleurs marquées par une intensification de la lutte contre le chantier de la centrale de Golfech. Peut-être est-ce pour cette raison que le Clodo ne fait plus parler de lui pendant deux ans ?

Il faut attendre fin janvier 1983 pour que le groupe se manifeste de nouveau auprès du grand public : trois charges de dynamite soufflent le centre de traitement informatique de la préfecture de Haute-Garonne, occasionnant 30 millions de francs de dégâts. La police procède dans la journée à une perquisition de la radio libre Canal Sud, pensant avoir enfin mis la main sur les membres du groupe [5]. Les animateurs, qui préparaient justement une émission sur les fichiers informatiques, seront finalement libérés. Deux nouvelles attaques incendiaires constituent les dernières actions revendiquées du groupe, fin 1983. Malgré de longues

enquêtes policières, personne ne sera jamais identifié et inculpé pour les actions du Clodo.

Juste « un tas de ferraille »

L'ère d'Internet et des smartphones est alors encore assez lointaine, mais déjà le Clodo livre une analyse clairvoyante de l'informatisation de la vie quotidienne et des conséquences pour la restructuration du capitalisme. Le groupe souligne que « progrès » et développement technologique ne sont pas neutres et immanents, mais guidés par des intérêts. Si la plupart des technologies peuvent parfois être détournées à des fins subversives ou émancipatrices, leur développement et leur production dépendent toujours des valeurs dominantes et des dynamiques à l'œuvre dans la société. Lesquelles déterminent la direction dans laquelle s'orientent les recherches et le progrès. Si la technologie informatique a d'abord été développée à des fins militaires, comme le nucléaire, elle a été intégrée au champ de l'économie et du développement du capitalisme une fois qu'elle pouvait être exploitée et rentabilisée. « Il faut bien que la vérité de cette informatisation soit parfois démasquée, écrivait le Clodo, qu'il soit dit qu'un ordinateur n'est qu'un tas de ferraille qui ne sert qu'à ce que l'on veut qu'il serve, que dans notre monde il n'est qu'un outil de plus, particulièrement performant, au service des dominants [...] : mise en fiches, surveillance par badges et cartes, instrument de profit maximalisé pour les patrons et de paupérisation accélérée pour les rejetés. »

Aujourd'hui, presque quarante ans plus tard, les nouvelles générations sont nées dans un monde où Internet règne en maître. Quatre des six personnes les plus riches du monde ont bâti leur fortune sur l'informatique et les télécoms. Les drones de guerre sont pilotés par ordinateur. Trois milliards de téléphones « intelligents » rendent leurs propriétaires – volontairement –

Terminal 19/84 revue du Centre d'information et d'initiative sur l'informatisation, n° 16, octobre 1983

LE CLODO PARLE

Le CLODO ou les clodos, c'est donc vous?

S'il vous faut une preuve, nous la fournissons: lors de notre dernière action notoire, contre le centre informatique de la préfecture de Haute-Garonne, nous avions envoyé un communiqué à plusieurs journaux dont le Canard Enchainé et le magazine Résistances d'Antenne 2, qui n'en n'ont pas soufflé mot. Mais au delà de cette confirmation de notre « identité" » nous profitons de ce préambule pour préciser quelques évidences: nous sommes des individus, travailleurs de l'informatiques ou non, qui nous rejoignons dans une lutte. Nous ne constituons, ni une organisation, formelle ou informelle, ni un phalanstère. Et le « nous » qui sera employé dans les réponses à votre interview ne devrait pas être la forêt qui cache les arbres ! Nombreux et décisifs sont nos points d'accord mais aussi nombreuses, (bien que moins décisives) sont nos divergences.

EN FINIR AVEC LES MYTHES

Pourquoi acceptez-vous cette interview ?

Il nous a toujours semblé que les actes parlaient d'eux-mêmes et il a fallu qu'un membre (prétendu ?) d'une organisation soi-disant armée et en tout cas éphémère tente de faire passer nos actes pour ce qu'ils n'étaient pas, pour que nous décidions d'écrire un communiqué. Pourtant, face à la propagande du pouvoir, particulièrement stupéfiante en matière d'informatique, et pour en

3 décembre 1980 L'EVENEMENT

Le CLODO parle...

Paris : incendie revendiqué

Le CLODO avait déjà visé des fabricants d'ordinateurs

Un violent incendie s'est déclaré hier vers 16 h 30, rue Taitbout, à Paris, dans le IX^e^ arrondissement. Le feu a pris naissance au deuxième sous-sol d'un immeuble à l'angle du boulevard des Italiens et dont une partie donne également rue de Italiens. L'incendie, qui n'a pas fait de victimes, a été revendiqué par le mouvement CLODO (Comité liquidant ou détournant des ordinateurs) par un coup de téléphone à l'AFP.

SOCIÉTÉ

SÉCURITÉ

LES SABOTAGES CHEZ PHILIPS ET C.I.I.-HONEYWE

La revendication des attentat

paraît « fantaisis

HUIT HEURES APRÈS L'ATTENTAT DE TOULOUSE

Le Clodo adresse une lettre à

SOCIÉTÉ

Les «enragés» de Toulouse

Comment tuer un ordinateur

Quatre attentats en un mois. Face, à la fo
aux terroristes et aux escrocs, l'informati
française doit inventer une nouvelle sécuri

Un signal d'alarme

LES ATTENTATS DE TOULOUSE

par PIERRE DROUIN

localisables, écoutables et gérables en permanence. En France, plus d'une personne sur deux se dit incapable de s'en passer, voyant parfois l'objet comme « un prolongement du bras ». Un nouveau mot en est né : la « nomophobie » ou « no-mobile-phobia».

Un groupe comme le Clodo a de nos jours des airs extraterrestres. Il est pourtant difficile de nier sa clairvoyance. Laissons-lui le dernier mot : « Nous considérons que notre lutte est globale. [...] Dans l'ensemble, les ordinateurs sont toujours utilisés par les mêmes gens pour les mêmes choses. Il n'y a donc pas de raison de ne pas continuer dans la même direction. Avec plus d'imagination, et à notre rythme, même si le résultat est moins spectaculaire que nos actions précédentes. »

Notes :

[1] En référence à *Toulouse années 1980, un goût certain pour le sabotage*, livre d'Anne Carratié paru en 2013 aux éditions du Coquelicot.

[2] Le chantier de la centrale a d'ailleurs été touché par une explosion le 3 mai 1975, revendiquée par le « commando Puig Antich – Meinhof ».

[3] Signalons que c'est l'un des ordinateurs de cette entreprise qui a coordonné les attaques américaines au Vietnam en 1972 (ordinateur que la RAF détruisit lors d'un attentat à la bombe à Heidelberg le 24 mai 1972, interrompant les bombardements au Vietnam pendant plusieurs jours). De novembre 1983 à octobre 1984, l'entreprise sera attaquée à trois autres reprises par des groupes révolutionnaires.

[4] Auto-interview du Clodo, Terminal n° 16, octobre 1983.

[5] Golfech – *Le nucléaire, implantation et résistances*, CRAS éditions, Toulouse, 1999.

Ndlr : Pour une étude plus détaillée de l'histoire du Clodo, voir le recueil *Les Luddites en France* publié en 2010 par l'Échappée. Et notamment le texte de Célia Izoard, « L'informatisation, entre mises à feu et résignation ».

Le progrès de la technologie n'est pas le progrès de l'humanité. Que certains voient dans l'ordinateur personnel l'homme de l'année ou l'instrument d'une convivialité retrouvée nous fait sourire. Que d'autres veuillent enseigner les bases de l'informatique à 50 millions de Français en 2 ans (à l'instar des campagnes d'alphabétisation cubaines) fait encore plus rire. Mais quand tout cela semble justifier la véritable informatisation, celle qui permet notre société défectueuse, qui provoque le fichage et le chômage, le renforcement du pouvoir et de la centralisation, alors notre rire se transforme en grimace, et le combat devient nécessaire.

Les partis de gauche sont aussi stupides et dangereux que les partis de droite, même si la naïveté et l'ignorance remplacent parfois la soif de profit. Il suffit de regarder leurs misérables campagnes municipales... Nous refusons de choisir entre la peste et le choléra quand il s'agit de la vie ou de la non-vie de milliards de personnes. En nous attaquant à ce secteur fragmentaire, mais ô combien symbolique et significatif, qu'est la télématique, nous rejoignons la lutte de milliards d'opprimés, et nous le SAVONS. Nos rêves de changement nous ont conduits à des sabotages - spectaculaires ou non - mais la destruction porte en elle son contraire ; n'est-ce pas, dialecticiens !

Comité Liquidant Ou Détournant Les Ordinateurs.

et apprendront que leurs « négligences » et leurs « bugs » coûtent plus cher que nos incendies et nos explosions.

Notre société du « IF... GO TO » - quadrillée, codifiée, alignée, contrôlée - cette société où l'on se connecte comme des trains dans une gare de triage, en espérant désespérément réduire le hasard et annuler la révolte, où les gouvernants se considèrent comme le concepteur ou l'analyste indispensable, où le binaire et le quantitatif sont censés résoudre la crise, cette société dans laquelle nous vivons est insupportable et inhumaine.

En annexe du rapport Nora-Minc, Philippe Le-Moine écrivait qu'il voyait l'ordinateur comme un outil de changement. En effet, l'ordinateur n'est qu'un outil, un tas de ferraille, que nous ne prenons ni pour un diable ni pour un dieu. Mais c'est un outil dans les mains des dominants et, de ce fait, il ne fait que renforcer les hiérarchies et les inégalités. Si les ordinateurs permettaient de travailler 2 heures par jour, ils produiraient le chômage pour les uns et la stupéfaction pour les autres... et les socialistes en font le symbole du changement ! Quoi de plus risible et de plus affligeant que la béatitude extatique d'un Mitterrand ou d'un Servan-Schreiber face à la potion informatique magique qui sera le changement de société !

La réalité dans laquelle nous vivons, c'est la multiplication des fichiers, l'aliénation des programmeurs, des employés de bureau et des opérateurs (qui ignorent souvent ce qu'ils font et, a fortiori, le résultat de leur travail), la recherche du profit et la perfection de la rationalisation. Derrière l'écran de fumée d'une industrie de la micro-informatique en pleine expansion - les gros et moyens systèmes à plus d'un million de francs se vendent comme des petits pains - IBM France, qui s'enorgueillit d'être devenu le 5ème exportateur français, poursuit sa mainmise monopolistique.

Libération, le 9 avril 1980

LE CLODO REVENDIQUE L'ATTENTAT DE TOULOUSE

Authentification

Demandez à Albert Louys, directeur de Philips Data Systems à Toulouse, de s'expliquer :

* la présence d'une cartouchière (et d'un catalogue Rolls Royce !) dans les tiroirs de gauche;
* la nature du dossier « affaire Rodeau » (ou « affaire Rodeau-Borel ») avec sa couverture orange.

Pourquoi ce communiqué ?

Nous ne voyons pas l'utilité des communiqués de presse lorsque les actions parlent d'elles-mêmes. Malheureusement, certains ont imprudemment revendiqué une attaque dont ils ne sont pas les auteurs.

Nous soutenons l'organisation Action Directe, comme tous ceux qui pratiquent l'action directe contre l'autorité, mais le communiqué envoyé précédemment à l'AFP est un faux. Nous n'avons pris aucun dossier, il n'y aura donc aucune publication ou « révélation ».

Pourquoi ce sabotage ?

Comme vous vous en doutez, nous sommes des informaticiens, et donc bien placés pour comprendre les dangers actuels et futurs de

l'informatique et de la télématique. L'ordinateur est l'outil préféré des dominants. Il sert à exploiter, à ficher, à contrôler, à réprimer. Demain, la télématique établira « 1984 » ; après-demain : l'homme programmé, l'homme-machine...

C'est à cela que nous nous attaquons et que nous continuerons à nous attaquer. Notre sabotage n'est qu'une version plus spectaculaire de ces attentats commis quotidiennement par nous ou par d'autres.

Qui sommes-nous ?

Nous posons cette question non pas pour faciliter la tâche des flics, mais pour clarifier une évidence :

* Nous ne sommes ni le bras armé du prolétariat, ni des militants purs et durs, encore moins le centre d'une organisation à volonté hégémonique.

* Nous ne sommes ni cubains, ni libyens, ni martiens.

* Presque au-dessus de tout soupçon, nous n'assistons ni aux assemblées générales, ni aux réunions. Nous ne cherchons pas à recruter. Nous savons que nous ne sommes pas seuls.

* Dans une société de plus en plus invivable, nous sommes un groupe de rebelles comme il en existe des centaines.

* Nous ne voulons pas être enfermés dans le ghetto des programmes et des plateformes organisationnelles. Lutter contre toutes les dominations est notre seul objectif.

Nous signons : Comité Liquidant Ou Détournant Les Ordinateurs.

01 Hebdo (n° 735) le 7 février 1983

LE CLODO ADRESSE UNE LETTRE À 01

La fuite des cerveaux continue ! Cette nuit, à plus de 6 000 mètres/seconde, une fraction de la mémoire de l'État s'est dissipée dans l'air à Colomiers. Catalogues d'infractions, de signalements et d'objets ; catalogues de véhicules volés ; catalogues de cartes grises ; catalogues de travailleurs migrants ; embryon de catalogue anti-terroriste... La préfecture de Haute-Garonne a connu une perte de mémoire lorsque son centre informatique a été ébranlé.

Bien sûr, on dira qu'il y a des doublons à Paris (les plaisirs de la centralisation !), qu'il y aurait pu y avoir des victimes humaines, et que c'est un attentat lâche (plus on risque sa vie et sa liberté, plus on est lâche... bien sûr !). Cependant, nous savons que la préfecture de Haute-Garonne sera paralysée pendant plusieurs semaines. Nous savons aussi qu'en utilisant pour la première fois des explosifs (le démontage des serrures et du système d'alarme dépassait nos compétences) nous serons traités comme des adeptes de Khadafi ou de Carlos, même si notre disposition des explosifs, et leur déchargement, n'ont laissé aucune place à l'accident. Qu'on se le dise une fois pour toutes : la fin justifiait les moyens, et les risques n'étaient que les nôtres.

Le système informatique centralisé de maintien de l'ordre que nous visions, celui du fichage et du secret, symbolise parfaitement ce contre quoi nous luttons jour après jour. Nous le faisons parce que le spectacle n'est pas notre destin. Beaucoup de patrons ont appris